



Bruxelles, le 15.12.2021
C(2021) 9175 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 15.12.2021

**relative au financement du plan d'action annuel 2021 pour l'instrument européen relatif
à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 15.12.2021

relative au financement du plan d'action annuel 2021 pour l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (Euratom) 2021/948 du Conseil du 27 mai 2021 instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire complétant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, sur la base du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et abrogeant le (Euratom) n° 237/2014², et notamment son article 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN), il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle qui constitue le programme de travail annuel pour 2021. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives³ adoptées conformément à l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2021/2027⁴, qui s'appuie sur les trois objectifs spécifiques énoncés à l'article 2 du règlement (Euratom) 2021/948 du Conseil.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action à financer au titre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire sont la promotion d'une véritable culture de la sûreté nucléaire et la mise en œuvre des normes les plus strictes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, et l'amélioration constante de la sûreté nucléaire; la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs, à savoir les opérations de transport, de

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 79.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ C(2021)8687

prétraitement, de traitement, d'entreposage et de stockage ultime, ainsi que le déclassé et l'assainissement d'anciens sites et installations nucléaires; et la mise en place de cadres et de méthodes pour l'application de contrôles efficaces et effectifs des matières nucléaires dans des pays tiers.

- (5) L'action intitulée «Coopération en matière de sûreté nucléaire» vise à promouvoir une véritable culture de la sûreté nucléaire et à mettre en œuvre les normes les plus strictes en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection dans les pays du voisinage oriental (Arménie, Maroc, Ukraine), ainsi qu'en Iran et en Afrique du Sud. L'action comprend également un volet plurinational consacré à la formation et au tutorat.
- (6) L'action intitulée «Gestion sûre du combustible utilisé et des déchets radioactifs» vise à apporter un soutien dans le domaine de la gestion sûre des déchets radioactifs et du combustible nucléaire utilisé en Géorgie, en Iraq et en Asie centrale.
- (7) L'action intitulée «Mesures d'appui à la mise en œuvre de l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN)» prévoit notamment des audits, des évaluations, des identifications, des études, des réunions, des communications ainsi que d'autres dépenses d'assistance administrative ou technique contribuant à la bonne gestion du programme, à la réalisation des objectifs et des résultats escomptés, ainsi qu'à la mesure et à l'analyse de l'incidence et aux rapports y afférents.
- (8) Conformément à l'article 9 du règlement (Euratom) 2021/948, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁵ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action annuel, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (12) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions, comme indiqué à l'article 5.
- (13) Le plan d'action annuel prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité ICSN créé par l'article 15 du règlement (UE) 2021/948,

⁵ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation *ex ante*.

DÉCIDE:

Article premier

Le plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel destiné à mettre en œuvre l'instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire (ICSN), telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- document d'action relatif à la coopération en matière nucléaire, à l'annexe I;
- document d'action relatif à la gestion sûre du combustible usé et des déchets radioactifs, à l'annexe II;
- document d'action relatif aux mesures d'appui à la mise en œuvre de l'ICSN, à l'annexe III.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2021 est fixé à 36 115 200 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14 06 01 00 du budget général de l'Union. Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4 des annexes I et II.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 5 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution et ne représentant pas plus de 5 000 000 EUR, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés à l'annexe I, point 4.3.1.

Fait à Bruxelles, le 15.12.2021

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission